

Public Inquiry Into Foreign Interference in Federal Electoral Processes and Democratic Institutions

Enquête publique sur l'ingérence étrangère dans les processus électoraux et les institutions démocratiques fédéraux

Public Hearing

Audience publique

Commissioner / Commissaire The Honourable / L'honorable Marie-Josée Hogue

VOLUME 15

Held at :

Virtually over Zoom

Tenue à:

Virtuellement sur Zoom

Friday, April 12, 2024

Le vendredi 12 avril 2024

INTERNATIONAL REPORTING INC. https://www.transcription.tc/ (800)899-0006

II Appearances / Comparutions

Commission Lead Counsel / Procureure en chef de la commission

Commission Counsel / Avocat(e)s de la commission

Commission Research Council / Conseil de la recherche de la commission

Commission Senior Policy Advisors / Conseillers principaux en politiques de la commission Shantona Chaudhury

Gordon Cameron Erin Dann Matthew Ferguson Hubert Forget Howard Krongold Hannah Lazare Jean-Philippe Mackay Kate McGrann Lynda Morgan Siobhan Morris Annie-Claude Poirier Gabriel Poliquin Natalia Rodriguez **Guillaume Rondeau Nicolas Saint-Amour Daniel Sheppard** Maia Tsurumi Leila Ghahhary **Emily McBain-Ashfield** Hamza Mohamadhossen

Geneviève Cartier Nomi Claire Lazar Lori Turnbull Leah West

Paul Cavalluzzo Danielle Côté

III Appearances / Comparutions

Commission Staff / Personnel de la commission	Annie Desgagné Casper Donovan Michael Tansey
Ukrainian Canadian Congress	Donald Bayne Jon Doody
Government of Canada	Gregory Tzemenakis Barney Brucker
Office of the Commissioner of Canada Elections	Christina Maheux Luc Boucher Nancy Miles
Human Rights Coalition	Hannah Taylor Sarah Teich
Russian Canadian Democratic Alliance	Mark Power Guillaume Sirois
Michael Chan	John Chapman Andy Chan
Han Dong	Mark Polley Emily Young Jeffrey Wang
Michael Chong	Gib van Ert Fraser Harland
Jenny Kwan	Sujit Choudhry Mani Kakkar

IV Appearances / Comparutions

Churchill Society	Malliha Wilson
The Pillar Society	Daniel Stanton
Democracy Watch	Wade Poziomka Nick Papageorge
Canada's NDP	Lucy Watson
Conservative Party of Canada	Nando de Luca
Chinese Canadian Concern Group on The Chinese Communist Party's Human Rights Violations	Neil Chantler
Erin O'Toole	Thomas W. Jarmyn Preston Lim
Senator Yuen Pau Woo	Yuen Pau Woo

V Table of Content / Table des matières

	PAGE
MR. DAVID VIGNEAULT, Affirmed/Sous affirmation solennelle	6
Examination in-Chief by/Interrogatoire en-chef par Ms. Shantona Chaudhury	6
Cross-Examination by/Contre-interrogatoire par Mr. Gib van Ert	24
Cross-Examination by/Contre-interrogatoire par Mr. Thomas Jarmyn	31
Cross-Examination by/Contre-interrogatoire par Mr. Nando de Luca	35
Cross-Examination by/Contre-interrogatoire par Ms. Sarah Teich	40
Cross-Examination by/Contre-interrogatoire par Mr. Guillaume Sirois	44
Cross-Examination by/Contre-interrogatoire par Mr. Jeffrey Wang	48
Re-Examination by/Ré-interrogatoire par Ms. Shantona Chaudhury	53

VI Exhibit List / Liste des pièces

No.	DESCRIPTION	PAGE
CAN 15842	Briefing to the PM on Foreign Interference Threats to Canada's Democratic Institutions	7
CAN 0479_R01	CAN004079_R01	14
CAN 004495	Briefing to the Prime Minister's Office on Foreign Interference Threats to Canada's Democratic Institutions	15

1 Ottawa, Ontario --- L'audience débute le vendredi 12 avril 2024 à 10 h 00 2 3 --- The hearing begins Friday, April 12, 2024, at 10:00 a.m. **THE REGISTRAR:** À l'ordre, s'il vous plait. 4 Order, please. 5 6 Cette séance de la Commission sur l'ingérence étrangère est désormais en cours. La Commissaire Hogue 7 préside. 8 9 This sitting of the Foreign Interference Commission is now in session. Commissioner Hoque is 10 presiding. 11 Il est 10 heures. The time is 10 o'clock. 12 13 COMMISSIONER HOGUE: Thank you. Good morning, all. Before we begin with 14 Mr. Vigneault's testimony, I want to give the reason for the 15 present hearing. 16 Alors, mercredi, le 10 avril dernier, j'ai 17 accueilli une demande qui a été présentée conjointement par 18 19 certaines parties pour que je reconvoque monsieur David Vigneault, directeur du Service canadien du renseignement de 20 21 sécurité, afin qu'il puisse être interrogé puis contre-22 interrogé en lien avec les documents portant les numéros CA 00... plusieurs zéros, 4495, CA 0015842, et 23 CA 4079 R01, qui n'avaient pas encore été rendus publics ni 24 communiqués aux parties au moment de son témoignage. 25 J'ai alors indiqué que les raisons soutenant 26 ma décision seraient communiquées ultérieurement, tout en 27 28 informant les parties des modalités qui s'appliqueraient à la

nouvelle comparution de monsieur Vigneault, notamment le fait
 qu'elle aurait lieu vendredi le 12 avril à 10 heures par
 visioconférence, que la durée de son témoignage serait de
 45 minutes, dont 30 minutes seraient réservées pour les
 contre-interrogatoires.

J'ai invité les parties à me proposer une
façon équitable de partager ces 30 minutes, ce qu'elles ont
fait. Sous réserve d'une très légère modification que j'ai
apportée, j'ai accepté leurs propositions.

Les motifs pour lesquels j'ai accepté leur
demande sont les suivants.

Je souligne toutefois d'abord que rappeler un 12 13 témoin pour permettre aux parties de compléter leur contre-14 interrogatoire est une mesure plutôt exceptionnelle puisqu'une commission d'enquête n'est pas un véritable 15 processus contradictoire, mais bien plutôt un processus 16 inquisiteur. Ainsi, quoique les parties ont le droit de 17 contre-interroger les témoins, ce droit est plus limité et 18 19 plus encadré qu'il ne l'est dans le cadre d'un procès.

Je profite d'ailleurs de l'occasion pour 20 21 expliquer à tous ceux qui suivent nos travaux pourquoi il est 22 inévitable que parfois les documents ne soient pas déposés au moment le plus opportun. La Commission, comme tous le savent 23 maintenant, travaille essentiellement avec une très grande 24 quantité de documents classifiés qui, souvent, doivent être 25 caviardés ou autrement modifiés avant de pouvoir être rendus 26 publics et elle tente de divulguer le plus d'informations 27 28 possible.

Alors, plus d'informations vous divulguez,
 plus il y a de travail à réaliser pour le faire puisque les
 documents doivent essentiellement être revus par des experts
 pour identifier les informations qui ne peuvent être rendues
 publiques, trouver une façon de les résumer lorsque cela est
 possible, ou encore les caviarder.

La pertinence de certains documents peut
d'ailleurs parfois paraitre seulement après que certains
témoignages aient été entendus. De plus, le processus devant
être entrepris pour rendre les documents divulgables implique
une équipe spécialisée en sécurité nationale et le processus
n'est pas sous le contrôle exclusif de la Commission.

13 L'option qui consisterait à divulguer moins 14 d'informations de façon à pouvoir les divulguer plus 15 rapidement ne m'est pas apparue souhaitable et je ne l'ai pas 16 retenue. Étendre la durée des travaux de la Commission ne 17 m'apparait pas davantage souhaitable vu l'importance de 18 pouvoir formuler des recommandations en temps utile.

Je suis évidemment consciente que cela signifie que les avocats bénéficient parfois de peu de temps pour finaliser la préparation de leur contre-interrogatoire, mais cela n'est pas quelque chose d'inusité et ils en ont l'habitude. D'ailleurs, cela est aussi généralement le cas lors de procès civils qui se tiennent devant les tribunaux de droit commun.

Je ne suis donc pas troublée par le fait qu'ils doivent parfois s'ajuster rapidement et j'estime que cela ne porte aucunement atteinte à l'équité du processus.

1

2

Selon moi, maximiser la transparence est un objectif suffisamment important qui justifie cet inconvénient.

3 Ici, cependant, il ne s'agit pas de cela. Les documents sur lesquels les parties veulent contre-interroger 4 monsieur Vigneault n'avaient pas encore été communiqués aux 5 6 parties ni autrement rendus publics au moment où elles l'ont contre-interrogé. Elles en ignoraient donc l'existence, et 7 même un travail acharné de la part des avocats ne leur aurait 8 9 pas permis d'en traiter au moment où ils ont mené leurs contre-interrogatoires. 10

11 Ces documents, de plus, me semblent 12 importants pour comprendre la façon dont l'information a 13 circulé. Des témoins ont également affirmé que ces documents 14 semblent… que ce que ces documents, pardon, semblent suggérer 15 de prime abord ne correspond peut-être pas à ce qui s'est 16 passé. Il est donc important, tant pour la Commission qu'aux 17 parties, de tenter de faire la lumière sur ceux-ci.

Dans ces circonstances - qui sont
exceptionnelles, je le répète -, j'ai estimé équitable de
rappeler monsieur Vigneault pour permettre aux parties de
compléter leurs contre-interrogatoires.

Puisqu'il ne s'agit pas de reprendre les contre-interrogatoires déjà menés, ceux d'aujourd'hui seront limités à un maximum de 30 minutes que les parties se partageront et ils porteront sur ces trois documents que j'ai identifiés.

27 Comme cela est d'usage, monsieur Vigneault
28 sera toutefois d'abord interrogé par les avocats de la

Commission, puis après les contre-interrogatoires menés par 1 2 les autres parties, le Procureur général du Canada pourra aussi l'interroger, s'il l'estime opportun. 3 4 Merci. Me SHANTONA CHAUDHURY: 5 Thank you, 6 Commissioner. As you've said, our witness today is the 7 8 Director of CSIS, Mr. David Vigneault, and he's been recalled 9 to testify to three specific documents. The scope of his examination today will be limited to that. 10 So can I have the witness sworn or affirmed, 11 12 please? Oui. 13 LE GREFFIER: 14 Bonjour, Monsieur Vigneault. 15 M. DAVID VIGNEAULT: Oui, bonjour. LE GREFFIER: Est-ce que vous désirez faire 16 17 une affirmation solennelle ou être assermenté aujourd'hui? M. DAVID VIGNEAULT: Une affirmation, s'il 18 19 vous plait. LE GREFFIER: Excellent. 20 21 Pourriez-vous me donner votre nom complet et 22 épeler votre nom de famille pour les fins de la transcription sténographique, s'il vous plait? 23 24 M. DAVID VIGNEAULT: David Vigneault - V-I-G-25 N-E-A-U-L-T. 26 LE GREFFIER: Merci. Donc, affirmez-vous solennellement que vous 27 28 direz la vérité, toute la vérité, et rien que la vérité?

1 Dites : « Je l'affirme. » 2 M. DAVID VIGNEAULT: Je l'affirme. --- M. DAVID VIGNEAULT, Affimed/Sous affirmation solennelle: 3 LE GREFFIER: Merci. 4 Counsel, you may proceed. 5 6 MS. SHANTONA CHAUDHURY: Thank you. Merci. --- EXAMINATION IN-CHIEF/EXAMINATION EN-CHEF PAR 7 MS. SHANTONA CHAUDHURY: 8 9 Me SHANTONA CHAUDHURY: Monsieur Vigneault, je vais poser mes questions aujourd'hui en anglais parce que 10 les documents sont en anglais, mais sentez-vous libre, bien 11 sûr, de répondre dans la langue de votre choix. 12 M. DAVID VIGNEAULT: 13 Merci. 14 MS. SHANTONA CHAUDHURY: So the first thing that I'm going to ask you about this morning, Director, is a 15 meeting that took place on October 27th, 2022, at which you 16 briefed the Prime Minister and PMO on foreign interference. 17 Before I pull up any documents relating to that, I just want 18 19 to ask you what your recollection of that meeting is. 20 Mr. DAVID VIGNEAULT: Thank you. 21 The meeting was at the request of the Clerk 22 of the Privy Council Office. I had briefed the Clerk and the National Security Intelligence Advisor, at my request, at 23 National CSIS Headquarters earlier in September to give them 24 an overview of significant cases of relative foreign 25 interference. And as a result, I was asked to go brief the 26 Prime Minister. So that was the genesis of the October 27 28 meeting.

1	MS. SHANTONA CHAUDHURY: Okay.
2	Maître Herrera, can I ask you to pull up CAN
3	015842? Thank you.
4	EXHIBIT No./PIÈCE No. CAN 15842:
5	Briefing to the PM on Foreign
6	Interference Threats to Canada's
7	Democratic Institutions
8	MS. SHANTONA CHAUDHURY: So Director, this is
9	a set of briefing notes dated October 26, '22, which I
10	understand are notes that were prepared for you in advance of
11	this meeting.
12	Before I start asking you about the specific
13	of these notes, I'm going to ask you to explain to the
14	Commission; help us understand what briefing notes are.
15	MR. DAVID VIGNEAULT: Yes. So typically for
16	briefing an important briefing to a Minister, the Prime
16 17	briefing an important briefing to a Minister, the Prime Minister, senior officials, we have sometimes a little bit of
17	Minister, senior officials, we have sometimes a little bit of
17 18	Minister, senior officials, we have sometimes a little bit of heads-up, or a longer period of time to prepare. In this
17 18 19	Minister, senior officials, we have sometimes a little bit of heads-up, or a longer period of time to prepare. In this case, my professional staff had a longer heads-up, so they
17 18 19 20	Minister, senior officials, we have sometimes a little bit of heads-up, or a longer period of time to prepare. In this case, my professional staff had a longer heads-up, so they were able to prepare a lot of material for my reference to be
17 18 19 20 21	Minister, senior officials, we have sometimes a little bit of heads-up, or a longer period of time to prepare. In this case, my professional staff had a longer heads-up, so they were able to prepare a lot of material for my reference to be able to prepare for the meeting in question. So the material
17 18 19 20 21 22	Minister, senior officials, we have sometimes a little bit of heads-up, or a longer period of time to prepare. In this case, my professional staff had a longer heads-up, so they were able to prepare a lot of material for my reference to be able to prepare for the meeting in question. So the material is a combination of our policy and operational experts,
17 18 19 20 21 22 23	Minister, senior officials, we have sometimes a little bit of heads-up, or a longer period of time to prepare. In this case, my professional staff had a longer heads-up, so they were able to prepare a lot of material for my reference to be able to prepare for the meeting in question. So the material is a combination of our policy and operational experts, intelligence experts, looking at the issues that I would be
17 18 19 20 21 22 23 24	Minister, senior officials, we have sometimes a little bit of heads-up, or a longer period of time to prepare. In this case, my professional staff had a longer heads-up, so they were able to prepare a lot of material for my reference to be able to prepare for the meeting in question. So the material is a combination of our policy and operational experts, intelligence experts, looking at the issues that I would be potentially having to brief. But as the expression I
17 18 19 20 21 22 23 24 25	Minister, senior officials, we have sometimes a little bit of heads-up, or a longer period of time to prepare. In this case, my professional staff had a longer heads-up, so they were able to prepare a lot of material for my reference to be able to prepare for the meeting in question. So the material is a combination of our policy and operational experts, intelligence experts, looking at the issues that I would be potentially having to brief. But as the expression I would use, it's also trying to cover the waterfront; what are

goes up to a couple of review by senior officials inside
 CSIS. And in this case, because of the type of material, the
 Deputy Director Policy would be approving the final material,
 and that would then be transmitted to me.

5 So this material is for my review for 6 reference points. It's not something I need to approve 7 because, you know, it's for my own use; it's not something I 8 need to transmit to somebody else. And so that is -- this is 9 why you have, in some of these briefing binders, as we refer 10 to them, a fairly large amount of different documents.

So grosso modo, that would be the process of
how we are putting together the briefing material.

MS. SHANTONA CHAUDHURY: Okay. So you've
said they're not approved by you. How do you use them? Do
you read briefings notes during your meetings, or...?

MR. DAVID VIGNEAULT: So the way I would be using this, and again, it depends on the type of briefings. If it's a more formal briefing, organized, like a Cabinet meeting or something, I normally would have something more prepared. I have limited amount of time and I have some specific points to go through, so that would be more of a scripted approach.

But the vast majority of the briefings and meetings would be material that I read ahead of time. I take my own notes and I refine what I expect to be asked, to be -to discuss. I refine the key messages or the key elements, the key facts; facts I would need to convey to the person, the persons I'm briefing. And so that will be how I would

normally be using this material. 1 MS. SHANTONA CHAUDHURY: Okay. 2 3 Mr. Herrara, can you scroll down, please? Director Vigneault, I'm going to be asking 4 you some questions about specific statements that are in 5 6 this. So Mr. Herrara, can you scroll down to page 2 7 8 of 5, please? There we go. 9 Director, you'll see a statement there that 10 says: "However, Canada has been slower than 11 our Five Eyes allies to respond to 12 13 the FI threat with legislative and 14 other initiatives, such as 15 proactively publicizing successful disruption of FI activities as a 16 means of deterring future efforts." 17 Can you recall whether this is something that 18 19 you conveyed to the Prime Minister and the PMO in this 20 meeting? 21 MR. DAVID VIGNEAULT: So Madam Commissioner, 22 what I remember of this briefing, some briefings are more specific, I believe imprinted in your memory more strongly 23 than others. This one I remember clearly that it was a 24 briefing to cover a number of very specific points, specific 25 foreign interference cases. 26 So what you see here, this document, covers 27 28 what I would call more foreign interference 101 or background

information of foreign interference. So in the process of 1 briefing the Prime Minister and his team, and the Clerk in 2 3 October, my point was not to cover background information on foreign interference, it was to dive right into those very 4 specific cases. So I would not have gone through these notes 5 6 and cover something like "Canada has been slower than our Five Eyes allies," or others because these are statements 7 that I had made before, in public and in private, during 8 briefing to Ministers. But also because the purpose of that 9 briefing was to cover very specific cases of foreign 10 interference, and also one or two other issues that were not 11 related to foreign interference. 12 13 MS. SHANTONA CHAUDHURY: Thank you, that's 14 helpful, Director. 15 So I take it this wasn't something that you 16 mentioned in this specific meeting, but it was something that you had mentioned before or after? 17 MR. DAVID VIGNEAULT: Yes. 18 19 MS. SHANTONA CHAUDHURY: okay. MR. DAVID VIGNEAULT: I had, as I mentioned, 20 21 both in private and in public. 22 MS. SHANTONA CHAUDHURY: Okay. Maître Herrara, if you could keep scrolling 23 down to page 3 of 5, please? Okay, there we go. 24 There. 25 Thank you. 26 The next statement, Director: "Ultimately, state actors [were] able 27 28 to conduct [foreign interference]

1	successfully in Canada because there
2	are no consequences, either legal or
3	political. [Foreign interference] is
4	therefore a low-risk and high-risk
5	endeavour."
6	So I'll ask you the same questions with
7	respect to this statement, Director. Is this something that you
8	conveyed to the Prime Minister and the PMO in this meeting
9	specifically or otherwise?
10	MR. DAVID VIGNEAULT: So I would not have
11	used that specific expression at that meeting, because we're
12	talking very specific cases, and these cases were complex,
13	nuanced, and the focus was entirely on those cases.
14	However, this is a line that I have used
15	before. I have said that exact line quite a few times.
16	That's one of the reasons why my professional staff, when
17	they're putting these briefing materials together, they're
18	not only bringing me new facts, new analysis, and
19	information, but they also refer to how I have verbalized
20	some of these issues in the past so that when I go to the
21	material to prepare myself for different meetings, this is
22	something that I remember that reflects on me.
23	So that specific line, I have used it before
24	quite a few times, and to the point now that some other
25	people are starting to use it use that exact same approach
26	to describe foreign interference and I think even to the
27	Commission this was used. And in the last number of days, I
28	have a number of colleagues who have reminded me that they

1	have heard me say that exact line quite a few times.
2	MS. SHANTONA CHAUDHURY: Thank you.
3	Me Herrera, could you please scroll down to
4	page 5 of 5? There we go.
5	So, Director, again, the same questions with
6	respect to these statements:
7	"Ultimately, better protecting
8	Canadian democratic institutions
9	against [foreign interference] will
10	require a shift in the Government's
11	perspective and a willingness to take
12	decisive action and impose
13	consequences on perpetrators."
14	"Until [Foreign Interference] is
15	viewed as an existential threat to
16	Canadian democracy and the Government
17	forcefully and actively responds,
18	these threats will persist."
19	Is this something that you conveyed to the
20	Prime Minister and the PMO in the October 27^{th} meeting or is
21	it something that you've conveyed at other times?
22	MR. DAVID VIGNEAULT: So, Madam Commissioner,
23	my recollection is the same as previous statements. These
24	are more tombstone facts about foreign interference, as
25	opposed as the purpose of the meeting in October, which was
26	about these cases.
27	This is something that I have absolutely said
28	a number of times, again, in public and in private. I have

1 used expressions like we need to impose costs, we need to harden Canada, because when you consider foreign 2 interference, you know, the intent of a foreign country to 3 use foreign interference to pursue their interests will -- is 4 something for them that is existential, that they are going 5 6 to pursue no matter what. So one of the very specific and very important things to do is, as I said, harden the target, 7 increase our resilience, both in government and in public, 8 about foreign interference. And that is one way of reducing 9 the impact of foreign interference, and impose costs on the 10 perpetrator of that. 11

And this is why, Madam Commissioner, for 12 13 example, I've been talking about having Sunshine Policy 14 related to foreign interference, because the solution to foreign interference is not just from the Government. Ιt 15 16 comes from a society that is informed, it comes from a society that is able to, in some specific ways, in democratic 17 processes, but also in normal day to day lives, being able to 18 19 identify that there's something bizarre here and that, you know, people can understand that they can do something about 20 21 this, they can report this information.

And that is the only way that we will be able to reduce the impact on foreign interference and eventually make Canadians safer.

25 MS. SHANTONA CHAUDHURY: Director, you've 26 mentioned a few times that this meeting was about specific 27 cases. And just to be clear, these cases are not something 28 you're able to speak about in this forum? Is that correct?

MR. DAVID VIGNEAULT: That's correct. I can 1 maybe just precise that they were not cases related to 2 3 elections. They were more cases related to overall foreign interference and one or two other topics that were not 4 related to foreign interference. 5 6 MS. SHANTONA CHAUDHURY: Thank you. 7 MR. DAVID VIGNEAULT: But obviously they are highly classified. 8 9 MS. SHANTONA CHAUDHURY: Mr. Herrera, you can take that document down now, please, and pull 4079. 10 --- EXHIBIT No./PIÈCE No. CAN 4079 R01: 11 CAN004079 R01 12 13 MS. SHANTONA CHAUDHURY: So, Direct 14 Vigneault, we'll wait for it to come up, but this is another 15 document that's dated October 26th, 2022. There it is. So without getting into any of its classified content, can you 16 tell the Commission what this document is? Like, were these 17 also briefing notes prepared for you? Or? 18 19 MR. DAVID VIGNEAULT: Yes, Madam Commissioner, this is one of the supporting materials that 20 would have been included in my briefing binder. It speaks to 21 22 one of those specific cases that I said that I briefed the Prime Minister on that day. So it's about a specific issue. 23 And of course you can see some of the information. It speaks 24 25 to foreign interference by the People's Republic of China. So some of the information has been released. And so this is 26 one of the cases that I briefed the Prime Minister on that 27 28 day.

MS. SHANTONA CHAUDHURY: Me Herrera, can you 1 scroll down a little bit so we see the text box? Perfect. 2 3 Thank you. So, Director Vigneault, you'll see that text 4 box, which is a summary of the redacted information 5 6 underneath it, and it says: 7 "PRC officials could be emboldened in their electoral interference efforts 8 9 by the 2021 defeat of former Richmond MP Kenny Chiu" 10 Are you able to recall whether that is 11 something that you had conveyed to the Prime Minister in the 12 October 27th meeting? 13 14 MR. DAVID VIGNEAULT: Madam Commissioner, I don't remember if I've used these exact words, but talking 15 16 about that specific case, I put that case in context in relation to other PRC activities. So I cannot recall if that 17 exact line was used, but it is -- would have been part of the 18 19 context that would have situated the case I briefed the Prime Minister on in relation to overall PRC interference 20 21 activities. 22 MS. SHANTONA CHAUDHURY: Thank you, Director. We're now going to leave October 27^{th} , 2022 and go to 23 February 23rd, 2023. 24 25 Me Herrera, can you please pull CAN4495? Thank you. 26 --- EXHIBIT NO./PIÈCE NO. CAN 4495: 27 28 Briefing to the Prime Minister's

VIGNEAULT In-Ch (Chaudhury)

Office on Foreign Interference 1 Threats to Canada's Democratic 2 3 Institutions MS. SHANTONA CHAUDHURY: So, Director, the 4 next meeting here is we understand this was a meeting on 5 6 February -- the notes are dated February 21st, 2023, but we understand the meeting took place on February 23rd, 2023, and 7 that this was a meeting with the Prime Minister's Office, 8 staff from the PMO, but not the Prime Minister himself, to 9 brief them on the media leaks of classified information. 10 So were these also briefing notes that were 11 prepared for you in advance of this meeting? 12 13 MR. DAVID VIGNEAULT: Yes. The -- it's the 14 same process that I described, that the briefing material --15 there was a request for a briefing to the Prime Minister's Office. So again, my staff would have been working to pull 16 together information again covering the waterfront. 17 Sometimes you have an idea of what you believe the topic 18 19 might be, but you walk into it and there might be quite a few other things. 20 21 So again, this is an example of the team 22 putting together material that covers quite a few aspects of foreign interference in this case. 23 MS. SHANTONA CHAUDHURY: Okay. Me Herrera, 24 can you scroll down please to page 3 of 6? The second bullet 25 26 is what I'm interested in seeing. So again, Director, I'm going to take you to 27 28 a few specific statements:

1	"We['ve] also observed online and
2	media activities aimed at
3	discouraging Canadians, particularly
4	of Chinese heritage, from supporting
5	the Conservative Party, leader Erin
6	O'Toole, and particularly Steveston-
7	Richmond East candidate Kenny Chiu."
8	Then we have a redaction. And then:
9	"the timing of these efforts to align
10	with Conservative polling
11	improvements; the similarities in
12	language with the articles published
13	by PRC state media; and the
14	partnership agreements between these
15	Canada-based outlets and PRC
16	entities; all suggest that these
17	efforts were orchestrated or directed
18	by the PRC."
19	So first of all, was this something that you
20	conveyed to the PMO at the February 23 meeting?
21	MR. DAVID VIGNEAULT: So, Madam Commission, I
22	should have maybe, in my when I described the general
23	meeting, I should have added, I think, a piece that is really
24	relevant.
25	In preparing for today's hearing, working
26	with the material that was prepared ahead of time and
27	disclosed. My recollection is that that meeting was very
28	specifically focussed on to discuss an article in the

Globe and Mail that I believe had been published on the 17^{th} 1 or the 18th, so a few days before, that was talking about 2 some unauthorized disclosures of documents. And if I 3 remember, there was a reference at the end of that article 4 about the 11 candidates, so the issue that has been canvassed 5 6 in the -- at the inquiry before. So the -- this specific briefing, so the material you have referenced, Ms. Chaudhury, 7 and that specific briefing to the Prime Minister's Office was 8 9 focussed to discuss on that part. So I think that in terms of context, that is important. 10

Coming back to you now, your specific 11 questions about these two paragraphs, Ms. Chaudhury, again, I 12 13 would not have been using that specific briefing material 14 because the focus of that -- of the briefing to the PMO was on the Globe and Mail article. And so what you have here, 15 those bullets, represent the, again, what I describe as 16 general briefing material prepared for me, again, to cover 17 different angles as required, but the specific briefing, 18 19 specific discussion was focussed on the specific information contained in the Globe and Mail article. 20

21 MS. SHANTONA CHAUDHURY: Okay. So does that 22 mean, Director, that this was not something that you conveyed 23 during that meeting because the focus of the meeting was the 24 11 candidates?

25 MR. DAVID VIGNEAULT: Yes, that's correct.
 26 MS. SHANTONA CHAUDHURY: Okay. I'm still
 27 going to ask you a question about it, which was we know that
 28 in the aftermath of the 2021 election, the SITE assessment

was the extent to which the PRC was behind these online media 1 activities couldn't be conclusively determined. So my 2 question is, does the statement in these briefing notes 3 indicate a shift in this assessment, where it says all 4 suggest that these efforts were orchestrated or directed by 5 6 the PRC, is that something new? Is that something that came 7 from additional evidence? Is it a shift in the service's assessment? 8

9 MR. DAVID VIGNEAULT: Mme Commissioner, I would say that it is not. This is one different formulation 10 of the same ideas that have been canvassed and assessed by 11 SITE, which is there was a number of messages. There were 12 13 some messages that also were conveyed by media entities 14 associated with the Chinese Communist Party. And so the fact that we could see a level of convergence between these 15 16 different messages suggested that, yes, that they would have been potentially orchestrated by the PRC. And so reviewing 17 the classified SITE report, was -- this wording was not meant 18 19 to convey any other new analysis or a high level of certainty about the activity. It is a different way of conveying that 20 21 we've seen a convergence, we've seen there were some PRC 22 entities involved in it, but we were not able to conclude --SITE was not able to conclude that it was specifically 23 orchestrated by the PRC. So that's why, from my perspective, 24 it was absolutely not a change of analysis. It was just a 25 different wording. 26

27 MS. SHANTONA CHAUDHURY: Ms. Herrera, can you
28 now scroll down, please, to page 5 of 6? Thank you. Sorry,

VIGNEAULT In-Ch (Chaudhury)

the language I'm looking for is -- maybe scroll up a little 1 bit from there? Scroll up again? There we go. 2 3 So you'll see in this bullet, Director, "In February 2021, I briefed the Prime 4 Minister on PRC-linked individuals 5 6 interfering with the 2019 Liberal 7 nomination in Don Valley North." Do you have any recollection of this meeting 8 9 taking place in February 2021? MR. DAVID VIGNEAULT: Unfortunately, Mme 10 Commissioner, I don't remember that briefing specifically, 11 and in the period of time between reviewing the material and 12 13 appearing in front of you, my staff were able to show me some documents in relation. So, again, briefing material in 14 15 relation to the -- to that briefing that had been prepared for me, but I do not have a specific recollection of that 16 meeting in 2021. 17 MS. SHANTONA CHAUDHURY: Okay. So it 18 19 happened, but you don't have a recollection of it. MR. DAVID VIGNEAULT: Well, what I -- sorry, 20 21 Ms. Chaudhury, what I can say is that, yeah, I do believe it 22 happened. You know, we checked, you know, our calendars and there was briefing material, but as I say, I cannot just take 23 the briefing material that was prepared and assess that this 24 is what was discussed at that meeting. As I described, the 25 briefing material covers many other issues often than what is 26 the exact -- how the -- how exactly the meeting unfolded. 27 So I just do not have a specific recollection of that 2021 28

1 briefing.

MS. SHANTONA CHAUDHURY: Okay. That's fair. 2 3 Can you tell us though whether that would have -- in your recollection, whether that would have been the first time 4 that you briefed the Prime Minister on Don Valley North? 5 6 MR. DAVID VIGNEAULT: So if you go back to 7 the initial briefings on -- about Don Valley North around 2019, the passage of time between 2019 and 2021, my 8 assumption is that this was not the first time that I was --9 I would have personally talked to the Prime Minister about 10 this. But again, I -- it's not because the specific 11 information there is highlighting the specifics that I --12 13 it's exactly how it unfolded. So I do not want to create an 14 impression for the Commission here that I have that 15 recollection. I just do not, but what I know for a fact is that we had -- the material had been discussed at some 16 length, as I think has been canvassed to the inquiry about 17 the information 2019 and moving on. 18 19 MS. SHANTONA CHAUDHURY: Okay. So I --Director, if I'm understanding correctly, would it be fair to 20 21 say that just because information is in briefing materials 22 for you, the Commission can't take for granted that that information was necessarily conveyed during that briefing? 23 MR. DAVID VIGNEAULT: Absolutely. I think, 24 you know, what is -- the reality of these types of briefings 25 26 is they're not -- I'll use again the example of a Cabinet

27 briefing. I will not go into the details, of course, but if
28 you go to a CAB briefing, you have -- there will be five or

six items being discussed in one session. You will have a 1 limited amount of time for each of these elements, and you 2 3 will have a very prescribed approach to follow. So most people, when they will go to these scripted meetings, if I 4 can use that expression, will have indeed such a script and 5 6 you will follow, so that you're able to reconstruct much more 7 easily what was said. If you compare and contrast with these types of meetings that are -- that we're discussing this 8 9 morning, these are much more fluid. You know, my staff would have prepared me for whatever information related to foreign 10 interference, but the specific discussion is often quite 11 different. 12

13 And the last thing maybe I can say is that it 14 would not have been -- it's not extraordinary to go to a 15 briefing having material and having prepared yourself to discuss a topic, and it's something completely different that 16 happens to be discussed. So that's when I joke with my staff 17 that I bring my briefing material and I'll bring my hockey 18 19 skates because you have to be able to be very agile on dealing with any issues that the person you're briefing wants 20 21 to raise with you.

MS. SHANTONA CHAUDHURY: So these are more
 informal conversations than formal presented briefings?
 MR. DAVID VIGNEAULT: Yeah, I think the - probably the most -- the best way to describe for the
 Commission will be to say they go from very informal to very
 scripted, and they go from a topic that, you know, you go in
 knowing that you expect a topic to be discussed and it's

exactly what is being discussed to other meetings where the 1 specific discussion takes you completely in another 2 3 direction. So these are not -- again, the purpose of briefing is to convey sometimes very specific information, 4 but also, convey -- be able to answer questions, be able to 5 6 provide a context to help the person, in this case a decision 7 maker like the Prime Minister or a Minister, to have a view available to answer a number of questions while they are 8 9 processing the specific information you convey, but also a number of other pieces of information they have. So I think 10 that is probably the best way to describe; very formal to 11 very informal, very specifically discussed, you know, the 12 13 topic that was planned to be discussed, to a meeting that 14 takes you in a completely different direction.

15 MS. SHANTONA CHAUDHURY: Okay. With all of 16 that in mind, Director, I'll just ask you one last question 17 about this document, which is the conclusion you see at the 18 bottom of the page there. That repeats some of the language 19 that we saw in the other notes. So I'll just ask you again 20 whether your recall conveying this to the PMO in the February 2023 meeting, or otherwise?

22 MR. DAVID VIGNEAULT: Again, Madam 23 Commission, my recollection of this meeting was on the very 24 specific reference to a media article, and so I would not 25 have used the -- more of the generic language about foreign 26 interference.

27 But what I think is instructive here is, you
28 know, again, my staff working to prepare material for me is

using, again, that expression, low-risk, high-reward, and so 1 again it's because it's an expression I have used many times 2 in different fora and that's why I think you see it again 3 repeated there. 4 MS. SHANTONA CHAUDHURY: Thank you. 5 6 Madam Commissioner, those are my questions for the witness. 7 8 COMMISSIONER HOGUE: Thank you, Maître 9 Chaudhury. So we'll start the cross-examination. The 10 first one will be conducted by counsel for Michael Chong. 11 Mr. GIB van ERT: Thank you, Commissioner. 12 13 I'll ask the Court Operator to turn up 15842 again. 14 --- CROSS-EXAMINATION BY/CONTRE-INTERROGATOIRE PAR MR. GIB van ERT: 15 MR. GIB van ERT: Director, thank you for the 16 evidence you've given so far; it's been extremely helpful for 17 all of us to understand your process. 18 19 Let me ask you, in a general way, whether you are able to confirm that this document as a whole reflects 20 the Service's views on the matters that it addresses? 21 22 MR. DAVID VIGNEAULT: Madam Commissioner, I had a chance to review the material and I do believe that it 23 does indeed reflect the views of the Service. My personal 24 views as a Director of the Service, there are one or two 25 nuances I would make on these different points. There's also 26 the fact that, you know, our knowledge and understanding 27 continues to evolve, so something that was drafted in 2022, 28

would evolve in 2024. 1 But overall, I think it is a very useful tool 2 for someone to see very specific information, with examples, 3 of what foreign interference is in Canada and in our 4 democratic institutions. 5 6 MR. GIB van ERT: Thank you, sir. That's very helpful. 7 The next question I have for you is about the 8 9 passage that Ms. Chaudhury showed you about the -- being slower than our Five Eyes allies; I think it was at page 2. 10 My question is simply -- and you may have already said this, 11 but I want to make sure I've got it. Have you ever 12 13 communicated this particular assessment about us being slower 14 than our Five Eyes allies to either the Prime Minister or the 15 Prime Minister's Office? MR. DAVID VIGNEAULT: Madam Commissioner, I 16 can say with confidence that this is something that has been 17 conveyed to the government, to Ministers, the Prime Minister 18 19 using these words and other types of words. We often -- in order to make sure we 20 21 understand -- have the best possible assessment of a 22 situation, we often look to other jurisdiction to see what is their own analysis of the threat, what tools they have put in 23 place. And so the comparative analysis of -- with the Five 24 Eyes, but also with other like-minded nations, nations who 25 have similar political systems as ours, or Western 26 democracies, you know, we -- doing the comparative analysis 27 is a very useful tool, both from an intelligence point of 28

view but also from a policy point of view. 2 So I can say with a high degree of confidence that, you know, these examples, I have used them in both 3 private briefings but also in our -- in my speeches, public 4 speeches, in CSIS annual reports, in Parliamentary testimony. 5 6 Just this past week, I was in -- testifying 7 in front of the Canada-China Committee in the House of Commons, and I used same kind of analysis on different topics 8 linked to foreign interference. So, yes, to the question to 9 the counsel, this has been conveyed. 10 MR. GIB van ERT: Thank you. And I take it 11 your answer would be the same for the passage at page 3 about 12 13 there being no consequences, legal or political, for state 14 actors who conduct foreign interference; have I got that right? 15 16 MR. DAVID VIGNEAULT: Yes, Madam Commissioner. I elaborated on that point with previous 17 questions -- answers; sorry. But, yes, it is accurate to say 18 19 that, you know, I am -- I have said -- used these expressions. Indeed, this one very specifically, low-risk, 20 21 high-reward endeavour. 22 MR. GIB van ERT: Thank you. 23 Now, this document, as we were hearing, was 24 something that was prepared in advance of an oral briefing that you were you going to give the Prime Minister on the 25 27th of October. And we heard evidence from the Prime 26 Minister on Wednesday that his preferred working method in 27 28 intelligence matters is to rely on oral briefings rather than

26

1 briefing notes.

Is that a method of working that you were aware of before you heard his evidence about that on Wednesday? Is that something that you have been alive to and have sort of adjusted your practices to meet?

6 MR. DAVID VIGNEAULT: Madam Commissioner, I can say that in my experience, I have used both methods, 7 specific material that has been written and provided to the 8 9 Prime Minister, intelligence assessments or information, but also verbal briefings. So in my experience, both methods 10 have been used, depending on the situation, depending on the 11 context, depending on timing. But we have used -- I have 12 13 used both methods of briefing.

MR. GIB van ERT: All right. And in the event that -- let me back up and ask you this; we heard the Prime Minister say that these notes were not provided to him, and I don't think you dispute that because they were meant to be your notes, not notes for him, am I right?

MR. DAVID VIGNEAULT: Yes, Madam
Commissioner. I did not have a chance to see all the
proceedings of the Commission, I'm sorry, Madam Commissioner,
but I have seen -- I saw that specific reference from the
Prime Minister, and my recollection of the briefing is
exactly the same.

25 MR. GIB van ERT: Thank you. All right. And 26 if it your understanding, then, that in order to ensure that 27 the Prime Minister or his office has been briefed on a matter 28 to do with intelligence, you should ensure that there is an

VIGNEAULT Cr-Ex(van Ert)

oral briefing that has taken place? 1 MR. BARNEY BRUCKER: Excuse me, Commissioner. 2 3 My understanding was that we were talking about these three documents, and it appears, to me at least, 4 that we're venturing away from that now and that that 5 6 question is outside the scope of this cross-examination. MR. GIB van ERT: Commissioner, I'm content 7 to hear your ruling on that. 8 9 MS. ERIN DANN: Commissioner, you're on -you're just on mute, Commissioner. 10 MR. GIB van ERT: Oh. 11 COMMISSIONER HOGUE: 12 Sorry. 13 MS. ERIN DANN: Sorry. 14 COMMISSIONER HOGUE: That's better now. 15 MS. ERIN DANN: Yes. I'll just ask Maître van 16 COMMISSIONER HOGUE: Ert to explain the relationship between his question and the 17 three documents. 18 19 MR. GIB van ERT: My concern is simply that given that this document was not delivered to the Prime 20 21 Minister, and that the Prime Minister's preferred method of 22 receiving intelligence briefings is orally, I wanted to ensure that the material in this was conferred to him, one 23 way or another. It sounds like it wasn't in the October 24 meetings, but of course the Director has had other briefings 25 with the Prime Minister in the past. And so just given the 26 working methods the Prime Minister prefers, I'm wondering 27 28 whether that CSIS ensures that everything that is sent over

-

28

1 in writing is also briefed orally.

2 COMMISSIONER HOGUE: I will permit the3 question.

MR. DAVID VIGNEAULT: So Madam Commissioner, 4 the way that I think has been testified to by different 5 6 people is CSIS would be preparing material and intelligence reports and assessments, and that is distributed to the Privy 7 Council Office. So the -- I believe that the National 8 9 Security Intelligence Advisor has testified to that, but I can say that it is my understanding that the material is then 10 processed by the Privy Council Office, the National Security 11 Intelligence Advisor's office, to be produced to the Prime 12 13 Minister. So we have -- as I testified, I have used both 14 methods. So specific material and briefing material in 15 writing, and also those verbal briefings.

What I think is important is that all of that is underpinned by intelligence products that are with the Privy Council Office and then are able -- they're able to disseminate that to the Prime Minister's Office and the Prime Minister as required.

So I think it's important to understand that this is, if I can use an expression, an ecosystem. It is not just one method, one person, but you have those verbal briefings, those written briefings, and intelligence products, and I think this is how we have to understand how we are conveying information, engaging in discussions, answering questions, throughout the year, if you want.

MR. GIB van ERT:

Thank you.

VIGNEAULT Cr-Ex(van Ert)

1	Commissioner, I have one question about
2	Document 4495 and then I'll be done.
3	If you could pull that up, please, Mr. Clerk?
4	And if you'll go, please, to page 2, about one third down?
5	There we are. Yes.
6	Director, it's the bullet point:
7	"We know that the PRC clandestinely
8	and deceptively interfered in both
9	the 2019 and 2021 general elections."
10	Is this knowledge something that you or the
11	Service as a body have communicated to the Prime Minister or
12	the Prime Minister's office?
13	MR. DAVID VIGNEAULT: Madam Commissioner, it
14	is indeed something that has been communicated. I believe
15	that I testified to that in where I said in our
16	assessment, we saw foreign interference in both the 2019 and
17	2021 elections. However, I concur with the results of the
18	Panel, the conclusion of the Panel, that this interference
19	did not amount to having the impact on the General Election.
20	So I think it's important to understand that
21	both statements, in my opinion, are true at the same time. We
22	saw foreign interference during those elections, and that
23	interference was indeed clandestine and deceptive. And at
24	the same time, that interference did not amount to have an
25	impact on the integrity of the election.
26	MR. GIB van ERT: And if I may just finally
27	follow up on this one point, if you're able to say, Director,
28	and I appreciate you may not be, are you able to say whether

the interference referred to in this bullet is limited to Don 1 Valley North in 2019 and Steveston-Richmond East in 2021? Or 2 whether it's broader? 3

MR. DAVID VIGNEAULT: I think, Madam 4 Commissioner, the best way to answer the question is refer 5 6 back to the summary that the Government has published in public -- to the Commission as made public regarding the 7 specific information on the 11 candidates and 13 staff 8 9 members.

10

11

12

13

MR. GIB van ERT: Understood.

Thank you, Commissioner.

COMMISSIONER HOGUE: Thank you.

So next one is counsel for Erin O'Toole.

14 --- CROSS-EXAMINATION BY/CONTRE-INTERROGATOIRE PAR

MR. THOMAS JARMYN: 15

MR. THOMAS JARMYN: Thank you, Commissioner. 16 My name is Tom Jarmyn, Director Vigneault. 17 Clerk, if you could bring up CAN4495 again, 18 19 please? And if you could scroll down to the same place we were when Mr. Van Ert was examining? Thank you. 20

21 Commissioner, just following on a question that Mr. Van Ert asked. 22

23 You answered him that you knew there was 24 clandestine and deceptive interference in both elections, but it did not have an impact. Is the correct answer, as I 25 understand the Panel's conclusion, is that the impact did not 26 meet the threshold specified in the Cabinet Directive? 27 28

MR. DAVID VIGNEAULT: Madam Commissioner, I'm

using these words with my own understanding. I think if you
go back to my exact testimony, I may have said that, you
know, I concurred with the conclusion of the Panel. So I
just do not want to leave the impression, because I may have
used language that is not identical in both times, that I am
hedging my answer, is that I have absolutely concurred with
the conclusion of the Panel.

8 MR. THOMAS JARMYN: Right. Thank you. And 9 just to go back to the general issue of preparation of these 10 documents, my understanding is that this briefing note sits 11 at the top of probably a briefing binder of maybe 70, or 80, 12 or more pages in order to support you in the course of that 13 meeting. Is that correct?

MR. DAVID VIGNEAULT: Madam Commissioner, maybe the best analogy I can give here is for anyone who has the chance or the opportunity to attend a Parliamentary Committee Hearing, or watch on T.V. a Parliamentary Committee Hearing, there is one common truth to all of these hearings, is that you will see a senior official coming up with a big black binder, a very thick binder full of information.

And I think the other thing that is universally true of these meetings is that no senior official is going through that binder from head to toe, from top to bottom, in the hearing, or even for the preparation.

The way the material is being put together is to help the person who is going to testify give that person enough information, contextual information, but also very specific information. And so, Mr. Jarmyn, yes, the way you

1 describe it is this was one piece of many other pieces of
2 briefing material that formed the -- what I would have used
3 for such a meeting.

MR. THOMAS JARMYN: Thank you. And would the
briefing note portion have been -- I appreciate it wasn't
given to the Prime Minister or the Prime Minister's Office,
but would the briefing note portion have been shared with the
NSIA or someone at PCO in order that they would know what you
were saying in that course? Or what you could be
anticipating to say in the course of that briefing?

MR. DAVID VIGNEAULT: Madam Commissioner, in 11 my experience, I have seen both. Sometimes that we would 12 13 have part of all of the briefing material shared in advance 14 with the Privy Council Office, and other times where no briefing material is shared ahead of time. It depends both 15 on the issue being discussed, the specific circumstances, the 16 timelines involved, the sensitivity of the information. So 17 as I said, I have and continue to see both cases where we 18 19 share all or a portion of the material in cases where nothing is shared ahead of time or even left behind after. 20

21 MR. THOMAS JARMYN: But in this case, was
 22 this note shared with the NSAI or someone from PCO?
 23 MR. DAVID VIGNEAULT: Madam Commissioner, I
 24 do not remember that specific note, unfortunately.

MR. THOMAS JARMYN:

25

26 Now if I could direct -- let's go down to the
27 bottom, in the conclusion paragraphs.

Thank you.

28 So we've heard from the Prime Minister and

VIGNEAULT Cr-Ex(Jarmyn)

others that there are certain generic or -- generic is not 1 2 the right word. Certain general messages that are consistently referred to, and during meetings dealing with 3 specific topics, that those wouldn't be conveyed because 4 they're already understood. 5 6 Are these the sorts of messages that are so consistently conveyed by you that everyone knows they're 7 accurate and they don't need to be restated? 8 9 MR. DAVID VIGNEAULT: Madam Commissioner, if I can use the example of the specific point where it says: 10 "[Foreign interference] is therefore 11 low-risk and high-reward." 12 13 As I testified to a few minutes ago, I have 14 said that repeatedly, and to the point where some colleagues are now starting to use the same vernacular. 15 16 MR. THOMAS JARMYN: Okay. Thank you. And then can we scroll up to the page 3? 17 COMMISSIONER HOGUE: Mr. Jarmyn, it's going 18 19 to be your last question because your time is already over. MR. THOMAS JARMYN: Thank you, Commissioner. 20 21 Looking at that page 3, the comment with 22 respect to Mr. Chiu and Mr. O'Toole. Thank you. These observations in that bullet that start 23 "We also observed ... " and then ending, "... directed by the PRC", 24 those are prepared by your staff and they represent -- those 25 words are chosen with intention? Is that correct? 26 MR. DAVID VIGNEAULT: Yes, Madam 27 28 Commissioner. These words, you know, are -- have been

1	carefully selected. And as I testified to earlier, they
2	represent our understanding of the situation.
3	MR. THOMAS JARMYN: Thank you, Commissioner.
4	Thank you, Mr. Vigneault.
5	MR. DAVID VIGNEAULT: Thank you.
6	COMMISSIONER HOGUE: So next one is Me De
7	Luca for the Conservative Party.
8	CROSS-EXAMINATION BY/CONTRE-INTERROGATOIRE PAR
9	MR. NANDO de LUCA:
10	MR. NANDO de LUCA: Thank you, Commissioner.
11	Can you hear me okay?
12	COMMISSIONER HOGUE: Yes, I do.
13	MR. NANDO de LUCA: Thank you, Commissioner.
14	I have two areas of questioning in my four minutes, and I
15	anticipate that with respect to the first, given recent
16	comments, it may be subject to an objection, so what I'd
17	propose to do is state my questions, if there is an
18	objection, hear them, then have your ruling, and then if the
19	witness is permitted to answer, then fine, if not, they will
20	have been noted for the record. Is that okay?
21	COMMISSIONER HOGUE: Okay.
22	MR. NANDO de LUCA: Director, a Globe and
23	Mail article published earlier this week on April 10 reported
24	that a member of the Liberal Party tipped off Han Dong that
25	CSIS was keeping tabs or watching him shortly after CSIS
26	briefed the Liberals during the 2019 Election.
27	My questions are, are you aware of this
28	reporting? Has CSIS taken any steps to investigate the

allegation that a member of the Liberal Party tipped off Han 1 Dong that CSIS was watching him? Has the matter been 2 referred to the RCMP for investigation? Do you believe that 3 the allegation is true? And finally, can you tell us who in 4 the Liberal Party, other than Azam Ishmael, would have had 5 6 security clearance to receive any information to the effect that CSIS was keeping tabs or watching Han Dong in connection 7 with the 43rd General Election? 8

9 As to relevance and propriety, Madam Commission, I appreciate this isn't one of the three 10 documents or pieces of information that were dealt with in 11 the application, I quess it was two days ago. That having 12 13 been said, this is new information that has come to light 14 only on April 10. It does relate to a matter that received great attention and prominence in this hearing, and I think 15 16 that the questions are proper, to the extent that they can be 17 answered.

COMMISSIONER HOGUE: Mr. Brucker?

19 MR. BARNEY BRUCKER: Yes, well my friend is unusually appreciating. We do object to the question on a 20 21 number of grounds. As he apparently acknowledges, outside 22 the scope of the Director's reattendance today. CSIS does not comment on investigations, whether there are or there 23 aren't investigations. This is a media article. My friend 24 is asking the Director to comment on a media article. There 25 are no documents that I am aware of that have been provided 26 to the Commission and/or produced to the public dealing on 27 28 this matter. And it is nothing whatsoever to do with the

18

Terms of Reference that you are here to make a determination 1 2 on. 3 So those are my submissions. COMMISSIONER HOGUE: I maintain the 4 objection. Clearly these questions are outside the scope of 5 6 what I've been authorized for Mr. Vigneault's testimony this morning, as well as outside the scope of A and B contained in 7 the Terms of Reference. 8 9 MR. NANDO de LUCA: Thank you, Commissioner. Can I have CAN4079 R01 pulled up on the 10 screen? 11 Director, you'll recall that Ms. Chaudhury 12 13 took you through these briefing notes? 14 MR. DAVID VIGNEAULT: Yes, I do. 15 MR. NANDO de LUCA: And you differentiated these briefing notes from the first briefing notes in 16 CAN15482 that Ms. Chaudhury took you through? Isn't that 17 correct? 18 19 MR. DAVID VIGNEAULT: I believe that I said that this briefing note was about a specific issue, as 20 21 opposed to more generic information on foreign interference. 22 MR. NANDO de LUCA: Thank you. And for clarity, am I correct that your evidence here today is that 23 with respect to the information that is contained in this 24 briefing note, i.e., 4079 R01, both what we see and we cannot 25 see because of the redaction was the information -- was this 26 information that you did specifically communicate to the 27 Prime Minister? 28

MR. DAVID VIGNEAULT: Madam Commissioner, I
 used the briefing material to help me form what I wanted to
 share with the Prime Minister. I can tell you that some of
 that information was absolutely used to brief on a very
 specific topic.

6 MR. NANDO de LUCA: Okay. And did I 7 understand your evidence correctly that you used the example 8 of the PRC efforts in relation to Kenny Chiu to set the 9 context for your comments to the Prime Minister? Is that 10 correct?

11 MR. DAVID VIGNEAULT: Madam Commissioner, I 12 do not believe I have said that. I noted when Ms. Chaudhury 13 brought me to that specific reference in the document that 14 this would have been the kind of example, contextual example, 15 to situate a specific issue of foreign interference. But I 16 believe that I testified that I did not recall if I used 17 those words or that specific example to -- in my briefing.

18 MR. NANDO de LUCA: Okay. Under the heading
19 "Current Situation" there's a reference to the use of
20 fundraising and material support. I have two final
21 questions, and they're these.

22 Prior to each of the 2019 and 2021 Elections, 23 did CSIS have any evidence of the PRC directly or indirectly 24 channeling funds to specific federal candidates or their 25 campaigns?

26 MR. DAVID VIGNEAULT: Madam Commissioner, I
27 would refer back to the summary of the Government's holding
28 that have been provided to the Commission and to the counsel

2 MR. NANDO de LUCA: Okay. Last question. At any point prior to the 2021 Election, did CSIS brief either 3 the Prime Minister, the PMO, the NSIA, Cabinet, or the PCO 4 regarding any other such evidence of specific channeling of 5 6 funds for either election? MR. DAVID VIGNEAULT: Madam Commissioner, I 7 have testified at length about a number of these issues this 8 9 morning looking at the purpose of the three documents. I**′**m not sure about how the question refers to these documents. 10 MR. NANDO de LUCA: Well this document does 11 refer, under the heading "Current Situation", to what appears 12 13 to be fundraising in connection with Kenny Chiu's election. 14 MR. BARNEY BRUCKER: Well I submit, Commissioner, that the Director's answer is fulsome and he 15 has spoken what he can speak about about this. 16 17 MR. NANDO de LUCA: Is that correct, Director? 18 19 COMMISSIONER HOGUE: So ---MR. BARNEY BRUCKER: The question doesn't 20 21 flow from the document, in my submission. 22 COMMISSIONER HOGUE: But on top of it, I understand that you cannot, in any event, talk about -- more 23 24 deeply about that? Am I right? MR. DAVID VIGNEAULT: That would be correct, 25 Madam Commissioner. 26 27 **COMMISSIONER HOGUE:** Okay. So thank you. So 28 the question will be written down.

39

and Canadians to speak to that issue.

MR. NANDO de LUCA: Thank you, Madam 1 Commissioner. 2 3 COMMISSIONER HOGUE: Thank you. Next one is the Human Rights Coalition. 4 --- CROSS-EXAMINATION BY/CONTRE-INTERROGATOIRE PAR 5 MS. SARAH TEICH: 6 MS. SARAH TEICH: Good morning. 7 Good morning, Director. 8 9 MR. DAVID VIGNEAULT: Good morning. MS. SARAH TEICH: My first guestion is about 10 notes you may have taken. You mentioned in direct 11 examination this morning that in the process of briefing the 12 13 PM, you read this material ahead of time and you take your 14 own notes, you refine what you expect to be asked, you refine key messages. 15 Did you take -- do you recall if you took 16 such notes in the lead up to the two briefings that relate to 17 the three documents that we are talking about today? 18 19 MR. DAVID VIGNEAULT: Madam Commissioner, the way this process would have unfolded is whatever notes that I 20 21 would have had at that point would have been produced to the 22 Commission. I don't remember specifically if I have -- if such notes have been produced or not. But if I had those 23 24 notes, they would indeed have been produced. MS. SARAH TEICH: All right. Thank you. So 25 we, as the parties, I don't believe we received these notes. 26 Maybe this is a question for Commission counsel. 27 28 Are we expected to receive these notes in the

1	future or is this something that will be is this something
2	that has to be dealt with <i>in-camera</i> ?
3	MR. DAVID VIGNEAULT: Madam Commissioner,
4	maybe if I can just clarify? I did not say there were notes.
5	I said if there were notes, they would have been produced.
6	So I just don't want to leave the impression to counsel or
7	the Commission that I believe there were such notes.
8	COMMISSIONER HOGUE: Okay. Ms. Teich, this
9	is an issue that should be addressed, if there's any need to
10	address it, outside this hearing.
11	MS. SARAH TEICH: Okay. Thank you.
12	If we can please pull up again 4079? And if
13	we can go to page 2?
14	You speak about leveraging family:
15	"The PRC is known to target and/or
16	leverage family"
17	Can you elaborate on this, Director?
18	MR. DAVID VIGNEAULT: So Madam Commissioner,
19	in my I believe in my previous testimony, I spoke about
20	the fact that foreign interference is, yes, indeed affecting
21	democratic processes, but also very importantly and somewhat
22	dramatically engages and involves people, affects the
23	Canadians here in Canada. And one of the way that we know
24	that has been documented publicly but also has been
25	documented through intelligence is that family members here
26	in Canada, but also back in the country of origin, are being
27	leveraged leveraged might be a question here of being
28	pressured, or being induced to or provided, you know,

incitement to try to pressure their relatives back here in
 Canada, or pressured in a way to put -- give threats and use
 coercive measures against them to increase the pressure on
 the Canadian individuals.

5 MS. SARAH TEICH: Thank you. And to the 6 extent you can answer this, is this something the 7 intelligence revealed that happened in the lead up to the 8 2019 or 2021 general elections?

9 MR. BARNEY BRUCKER: Again, Mme Commissioner, 10 I think that's out of the scope of the inquiry, and in any 11 event, Commissioner, the Government has in its summary said 12 what it can -- what can be said about the collective 13 intelligence in this matter.

MS. SARAH TEICH: That's fine. I'm content
to move on.

As a general point, is this leveraging of families, is this something you brief the Prime Minister or the Prime Minister's Office about either in this briefing or other briefings?

20 MR. BARNEY BRUCKER: Again, we're talking 21 about a specific three documents. If the question I guess 22 about this briefing makes sense, then -- or is appropriate, 23 then the Director could answer it, in my submission.

24 COMMISSIONER HOGUE: Is it about this25 briefing, this document?

26 MS. SARAH TEICH: Yes, this is the one that
27 says the PRC is known to target and/or leverage families.
28 I'm wondering, the question is if the Director briefed the

Prime Minister or the Prime Minister's Office about this point, and if not in this briefing and other briefings, this is a question that's been asked about other lines in other documents?

MR. DAVID VIGNEAULT: So, Mme Commissioner, 5 6 maybe what I can say is that this specific briefing was about very specific topics, but I have, I believe, testified 7 exactly on that point, where I talked about the way foreign 8 9 interference is used against Canadians. And I also spoke about this quite at length publicly and in our annual 10 reports, which is why one of the very pernicious impact of 11 foreign interference is on Canadian diaspora communities and 12 13 why it's so important to work with them to increase their 14 resilience and protect all Canadians.

MS. SARAH TEICH: All right. Thank you. If
we can go to the last bullet point in the background section,
I believe that's up a page, page 1. Yes ---

18 COMMISSIONER HOGUE: It will be your last
 19 line of questioning, Me Teich, because your time is already
 20 over.

21 MS. SARAH TEICH: I figured as much. That's
22 all right. Thank you, Commissioner.

This point about -- that this,
'...will foster a bond of obligation to the PRC that will pay
dividends for the promotion of CCP interest if elected."
Same question, is this a line that you
briefed the Prime Minister or the Minister's Office about,
and if not in this briefing, in another briefing?

MR. BARNEY BRUCKER: Again, we can talk about 1 this briefing or any other briefings that the three documents 2 3 refer to. MS. SARAH TEICH: My question was the same --4 5 6 COMMISSIONER HOGUE: Yeah, you understand it's about this briefing? 7 MS. SARAH TEICH: Yes, it is about this 8 9 briefing. MR. DAVID VIGNEAULT: Mme Commissioner, my 10 testimony is that this was information that has been prepared 11 for me. I spoke to a very specific aspect of this case that 12 13 I cannot go into details because of the sensitivity. And so 14 this is the type of information, either in that briefing, but 15 for sure in our assessment, in our briefings, general briefings, in our public briefings that we refer to -- when I 16 testified in -- earlier I spoke about the work of the United 17 Front Work Department and the entire organizations that the 18 19 PRC leverages, and this statement directly refers to this -these types of activities. 20 21 COMMISSIONER HOGUE: Thank you. 22 MS. SARAH TEICH: All right. Thank you. COMMISSIONER HOGUE: 23 Thank you. So next one is counsel for RCDA? 24 25 --- CROSS-EXAMINATION BY/CONTRE-INTERROGATOIRE PAR MR. GUILLAUME SIROIS: 26 MR. GUILLAUME SIROIS: Bonjour, Madame la 27 28 commissaire.

Bonjour, Monsieur... Directeur Vigneault. 1 2 M. DAVID VIGNEAULT: Bonjour. 3 Me GUILLAUME SIROIS: J'aimerais, si possible, mettre le document CAN 015842 à l'écran, s'il vous 4 plait. 5 6 Et on parle dans ce document de « FI », qui est « ingérence étrangère », j'aimerais savoir, si on parle 7 de « FI » en général, est-ce que le Service vise également la 8 Russie? 9 10 M. DAVID VIGNEAULT: Madame la commissaire, quand le briefing note en question ici, le matériel qui est 11 là, effectivement couvre plusieurs aspects de l'ingérence 12 13 étrangère, beaucoup des éléments sont spécifiques à 14 l'interférence étrangère du gouvernement chinois, mais il y a 15 également plusieurs de ces... des éléments qui sont là qui touchent les modus operandi de d'autres pays. Et, oui, la 16 Russie serait incluse. 17 Me GUILLAUME SIROIS: OK. J'aimerais ... on peut 18 19 utiliser peut-être le dernier point de la page 3 peut-être comme exemple. Donc ici, on voit que: 20 21 « The government's ability to respond 22 to this threat is currently hampered by the lack of legislation, including 23 criminal law and intelligence to 24 25 evidence framework in a true whole of 26 government approach. » Est-ce que ça, ça s'applique à la Russie 27 28 également, cette préoccupation?

1 M. DAVID VIGNEAULT: Madame la commissaire, 2 comme je l'ai mentionné, certains des éléments sont... 3 j'appellerais « le tronc commun ». Celui-ci, effectivement, peut s'appliquer à d'autres pays que la Chine, et la Russie 4 en ferait partie. 5 Me GUILLAUME SIROIS: OK. Et est-ce que ca 6 peut expliquer pourquoi le Service parle de la Chine et de 7 l'Inde dans ce document, mais pas de la Russie? 8 9 M. DAVID VIGNEAULT: Madame la commissaire, mon témoignage, je pense, indique que ce document-là fait 10 état de… est un des documents qui faisaient partie du 11 matériel disponible, couvre plusieurs éléments génériques 12 13 d'interférence étrangère, d'ingérence étrangère, mais le briefing spécifique au premier ministre était sur des 14 éléments très précis. 15 16 Me GUILLAUME SIROIS: Mais si la... donc, si le Service avait eu de la preuve... on a entendu dire qu'il 17 fallait être assez certain de nos affirmations lorsqu'on 18 19 faisait le débreffage au premier ministre par exemple, donc si on avait eu plus de preuves sur la Russie, ça aurait 20 21 probablement fait partie de cette note de breffage là, n'est-22 ce pas? 23 M. DAVID VIGNEAULT: Madame la commissaire,

le fait… la réalité est que lorsqu'on fait des breffages, on donne le contexte, donc s'il y a des limites à l'information qu'on a, on calibre nos renseignements. Si je peux le dire anglais, we provide the right context of the information, the level of certainty we have, so we try to convey that in our

1 briefings.

Donc, la deuxième partie de la question,
c'est, comme je l'ai mentionné, ce document-là ici en
question fait état de… c'est une partie du matériel qui était
utilisée pour briefer le premier ministre cette journée-là.
Donc, les détails spécifiques de ce que j'ai discuté avec le
premier ministre, malheureusement je ne peux pas aller plus
loin.

9 Me GUILLAUME SIROIS: OK. Donc, sur ce pointlà, on va passer à un point un peu accessoire, je sais qu'on 10 parle ici de « intelligence to evidence », donc, en français, 11 « renseignement à la preuve », mais j'aimerais porter peut-12 13 être votre attention à une étape avant ceci, par exemple 14 lorsqu'on parle de candidats, de politiciens ou de leurs employés, ou même des électeurs lors d'une campagne 15 électorale qui peuvent peut-être être témoins de ... comme vous 16 avez mentionné plus tôt dans votre témoignage, de contenus 17 sur les réseaux sociaux un peu étranges ou suspicieux, est-ce 18 19 que ça aussi c'est une autre étape qui est peut-être un défi pour se rendre à de la preuve concrète qu'on peut... dont on 20 21 peut se servir et sur laquelle on peut agir?

22 MR. BARNEY BRUCKER: I think we're getting
23 away from the two documents and the three documents, Mme
24 Commissioner.

25 COMMISSAIRE HOGUE: Maitre Sirois?
 26 Me GUILLAUME SIROIS: Oui, ma réponse à ça,
 27 c'est que si le Service croit qu'il y a un défi de se rendre
 28 à « intelligence to evidence », nos soumissions, c'est qu'il

y a un défi qui prédate le moment qu'on a de l'intelligence, 1 et c'est écrit dans ce document-là précisément « intelligence 2 to evidence » et le renseignement qui est obtenu par des 3 candidats ou des électeurs, ça pourrait s'inscrire dans 4 l'intelligence, puis j'aimerais comprendre est-ce que... 5 6 comment ça s'inscrit dans cette phrase-là qui se trouve dans le document, un des trois documents sur lesquels on a le 7 8 droit de poser des questions.

9 COMMISSAIRE HOGUE: Maitre Sirois, je vais
10 vous inviter à garder en tête votre question pour la
11 prochaine phase des travaux. Je pense que ce matin, compte
12 tenu de la portée qui a été autorisée pour le contre13 interrogatoire, on s'aventure effectivement au-delà de ce qui
14 a été autorisé.

Mais conservez votre question, elle sera
peut-être utile et pertinente dans la prochaine phase.

Me GUILLAUME SIROIS: Merci, Madame la
commissaire.

Donc, ça conclut mes questions. Merci.
COMMISSAIRE HOGUE: Merci.
Next one is counsel for Han Dong?

22 --- CROSS-EXAMINATION BY/CONTRE-INTERROGATOIRE PAR

23 MR. JEFFREY WANG:

24 MR. JEFFREY WANG: Good morning, Director. 25 In one of the briefing notes we just looked at, it discussed 26 unauthorized releases of classified information from the 27 media, and the briefing note says that these leaks present a 28 direct threat to the integrity of CSIS's operations. Can you

tell us more about how media leaks present this threat? 1 MR. DAVID VIGNEAULT: Mme Commissioner, could 2 counsel call up the document, please, just to make sure that 3 I know what exactly he's referring to? 4 COMMISSIONER HOGUE: Yes, for sure. 5 6 MR. JEFFREY WANG: Sure. Sure, no problem. It's 4495. It's just the second bullet there. 7 MR. DAVID VIGNEAULT: So could counsel please 8 9 repeat his question? MR. JEFFREY WANG: Sure. So I just wanted to 10 know if you could tell us more about how media links present 11 this direct threat to the integrity of CSIS's operations. 12 MR. DAVID VIGNEAULT: So, Mme Commissioner, 13 14 the -- again, I testified to that in my previous appearance in front of the Commission. Having information that is 15 released, very sensitive information that is released to 16 people who may make use of it, interpret the information, 17 sometimes I would use my word "overinterpret" some of the 18 19 information, draw different conclusions is an issue, absolutely. It also, that any information that is released 20 21 in this type of way presented a danger to our operations. It 22 affects the way we are able to continue to collect the intelligence that is critical to help protect Canadians, and, 23 therefore, we take this extremely seriously. The last thing 24 I would say is that as an intelligence service using both 25 technical but also human sources, we are very, very concerned 26 about the impact that unauthorized disclosure may have on the 27 people who take risk to protect -- to provide information to 28

CSIS in order to protect Canadians. So we do take that 1 2 extremely seriously. 3 MR. JEFFREY WANG: Sure. And if we could scroll down to the next bullet? It says here that, 4 "We are working closely with PCO and 5 6 departmental security officials to 7 identify the source of these leaks." Can you tell us about the activities that 8 9 CSIS had undertaken to identify the leakers? MR. BARNEY BRUCKER: I think we're -- this is 10 outside the scope of the three documents, although it is 11 mentioned in the documents, but the -- to discuss 12 13 investigations in this forum just can't be done. 14 COMMISSIONER HOGUE: Mr. Wang, do you have anything to answer? 15 MR. JEFFREY WANG: I'm not sure if it's 16 outside of the scope of the document because it says right 17 there. I'm just wondering if the Director can clarify this 18 19 particular bullet. 20 COMMISSIONER HOGUE: And what about the 21 second part of the ---22 MR. JEFFREY WANG: If the Director can't discuss national security information, I'm happy to accept 23 24 that. 25 COMMISSIONER HOGUE: And is the case, Mr. 26 Vigneault? MR. DAVID VIGNEAULT: Yes, Mme Commissioner, 27 this would be -- I have -- it would be very detrimental. I 28

1	have I cannot speak about ongoing investigations or
2	operations.
3	COMMISSIONER HOGUE: Okay. So the
4	MR. JEFFREY WANG: Understood.
5	COMMISSIONER HOGUE: question is written
6	down.
7	MR. JEFFREY WANG: But, Director, can you
8	confirm that CSIS is taking action to identify the leakers?
9	MR. BARNEY BRUCKER: Again, I think the
10	Director's previous answer applies. Can't comment on
11	investigations.
12	MR. JEFFREY WANG: Sure. Director, will the
13	public be informed if CSIS or any other agency identifies the
14	leakers?
15	MR. BARNEY BRUCKER: Same objection.
16	MR. JEFFREY WANG: And my last question is
17	what has CSIS done to prevent media leaks going forward?
18	MR. BARNEY BRUCKER: Seems we're on the same
19	track again.
20	COMMISSIONER HOGUE: So it's written down.
21	MR. JEFFREY WANG: Thanks. Those are all my
22	questions.
23	COMMISSIONER HOGUE: Thank you.
24	AG?
25	MR. BARNEY BRUCKER: No questions,
26	Commissioner.
27	COMMISSIONER HOGUE: Any
28	MR. DAVID VIGNEAULT: Mme Commissioner, would

you allow me to say one thing? 1 2 COMMISSIONER HOGUE: Yes, you can. MR. DAVID VIGNEAULT: Yeah, I just would like 3 to take the opportunity to just say that there's been a lot 4 of comment made about the intelligence in the media, in the 5 6 Commission and so on, and I just would like to say that as a Director of CSIS, I think it's important that we understand 7 that intelligence is a little bit like a puzzle. Sometime we 8 9 have a very clear picture of the puzzle. Sometimes, you know, through use of raw intelligence and assessed 10 intelligence we are building that picture. But I think what 11 is important to remember is that this is done by 12 13 professional, trained intelligence analysts and professionals 14 that are bringing this together. And I just would like to leave you, Mme Commissioner, and through you the Canadians 15 with the message that, you know, intelligence is a very 16 sophisticated approach. We are learning organization, so we 17 are all trying to get better, but also, would like to say 18 19 that I'm extremely proud of the work that the intelligence professional of CSIS do every day in Canada and around the 20 21 world in very dangerous situations to protect the Canadians 22 and make sure that we are safe, secure in a prosperous country. Thank you very much, Mme Commissioner. 23 24 COMMISSIONER HOGUE: Thank you, Mr. Vigneault. 25 26 Me Chaudhury, do you want to conduct a reexamination? 27 MS. SHANTONA CHAUDHURY: I do have one 28

1 question in re-examination. 2 COMMISSIONER HOGUE: Go ahead. --- RE-EXAMINATION BY/NOUVEL-INTERROGATOIRE PAR 3 MS. SHONTANA CHAUDHURY: 4 MS. SHANTONA CHAUDHURY: Director Vigneault, 5 6 it's just a clarification question to help the Commission 7 understand the documents that have been produced to it. So you've mentioned, I believe, that for the October 26, 2022 8 9 briefing, there was a long heads up and the service had time to prepare and the briefing notes that we see were approved 10 at a very high level. Can you tell us whether that would 11 hold true for all briefing notes, speaking points, talking 12 13 points? 14 MR. DAVID VIGNEAULT: So, Mme Commissioner, again, depending on the nature, the amount of time, it would 15 16 vary. If we have very, very little time to prepare for a briefing, our staff would then, you know, take material that 17 has already been prepared for other briefings, other purpose 18

19 and collate that together and provide that to me or to whomever else who would be involved in providing the 20 21 briefing. And so the material would be approved. If we 22 cannot do an approval on that day, it will be material that has been, you know, reviewed before. So I would not have 23 material that is provided to me that has not been somehow 24 vetted. But again, it depends on the specific nature and 25 26 circumstances of the briefing.

27 MS. SHANTONA CHAUDHURY: Thank you. Those
28 are my questions.

COMMISSIONER HOGUE: That's all? 1 So thank you, Mr. Vigneault. I know it's --2 you're a very busy director, and I really appreciate that you 3 made yourself available on a very short notice actually. And 4 I think your comments will be very useful to all those that 5 6 are involved in the work we are conducting. So from now you are free to go. 7 MR. DAVID VIGNEAULT: Thank you very much, 8 9 Commissioner. Merci, Madame la Commissaire, c'est gentil. COMMISSIONER HOGUE: Bon weekend. 10 And before we all leave for the weekend, at 11 least I hope you will leave for the weekend, I want to thank 12 13 all the counsels. Honestly, you know, when I started these 14 hearings, I was not too sure what will happen because, as you know, we were working in a delicate and difficult 15 environment, given all the classified information that we 16 have to deal with, and I really, really appreciate the way 17 counsels have acted throughout the hearings, although you all 18 represented your client very, very well, and you did what you 19 and said what you had to do and to say. I think the way you 20 21 have done that has been very professional and I really 22 appreciate. It permits the -- it has permitted the

23 Commission to work efficiently and, to a certain extent,24 serenely.

25 So again, thank you. I will look carefully 26 and read carefully the submissions that you will provide us 27 with.

28

And, you know, I always look at submissions

as being a way of -- for me to make better -- usually I would 1 say judgement, but in this case, it's not going to be a 2 3 judgement, but at least to make better findings, and eventually better recommendations. 4 So I'm sure I do not have to tell you that, 5 6 but I invite you, really, to work hard for your submissions, 7 doing the best you can, because I really look forward to reading these submissions and see them as a very useful tool 8 for the work we have to do from now. 9 So we'll see -- we'll see -- we'll be 10 together, actually, again sometime probably in the fall. But 11 in the meantime, I wish you all a good summer, if we have a 12 13 summer this year. 14 Thank you all. Have a good weekend. 15 **THE REGISTRAR:** Order, please. À ordre, s'il vous plaît. 16 Cette séance de la Commission sur l'ingérence 17 étrangère est suspendue. 18 19 This sitting of the Foreign Interference 20 Commission is adjourned. Thank you. --- Upon adjourning at 11:26 a.m. 21 22 --- L'audience est ajournée à 11 h 26 23 24 25 26 27 28

1	CERTIFICATION
2	
3	I, Sandrine Marineau-Lupien, a certified court reporter,
4	hereby certify the foregoing pages to be an accurate
5	transcription of my notes/records to the best of my skill and
6	ability, and I so swear.
7	
8	Je, Sandrine Marineau-Lupien, une sténographe officielle,
9	certifie que les pages ci-hautes sont une transcription
10	conforme de mes notes/enregistrements au meilleur de mes
11	capacités, et je le jure.
12	
13	All upp
14	Sandrine Marineau-Lupien
15	
16	
17	
18	
19	
20	
21	
22	
23	
24	
25	
26	
27	
28	